

ROYALISTE

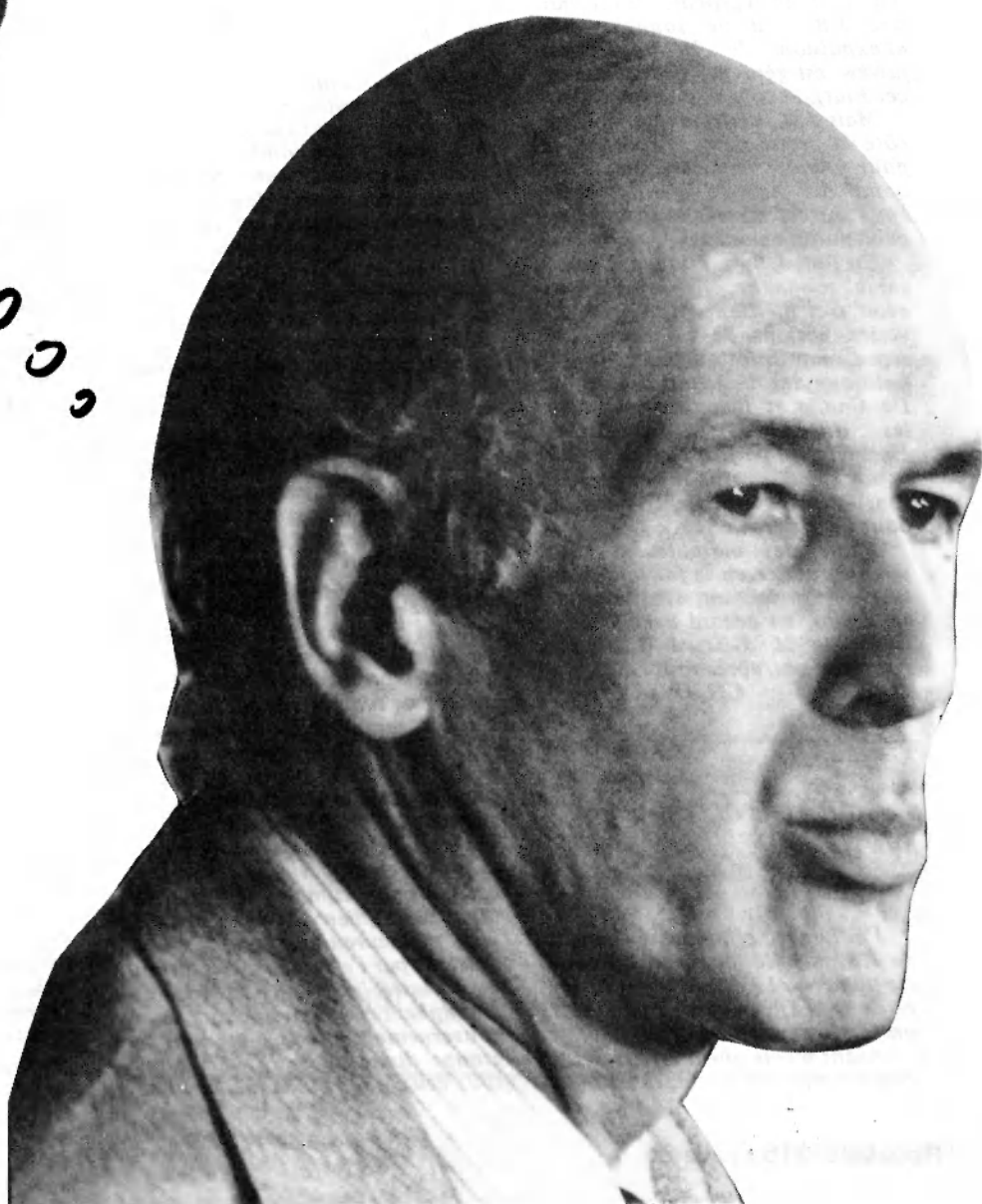
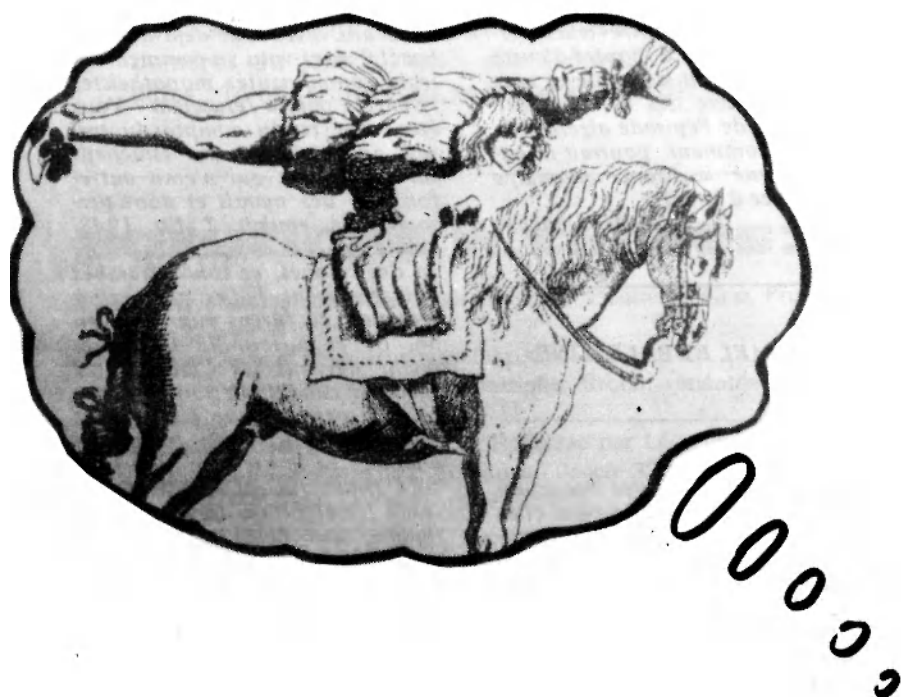
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

1er MAI AU 14 MAI 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 315 - 4,50 F

l'équilibriste



dossier belgique
(pages 6 et 7)

quand nos lecteurs prennent la parole

AMALGAME SOMMAIRE

Permettez-moi de vous faire part de l'étonnement que j'ai éprouvé à la lecture, dans Royaliste numéro 313, du conformiste article de J.B. intitulé «Sionisme».

Je sais bien que le Directeur Politique du journal, dans son livre «Le désordre établi», avait montré quelques lacunes et approximations regrettables en ce qui concerne la question «sioniste», mais Royaliste, néanmoins, m'était apparu comme une publication intelligemment faite, d'un haut niveau culturel, intellectuel et politique (j'y apprécie notamment, l'élévation d'esprit contenue dans les articles de Gérard Leclerc -que je ne voudrais et ne pourrais, toutefois, surtout pas opposer aux autres collaborateurs du journal).

J.B. estime donc que la presse française n'admet pas les réalités que sont le peuple palestinien et l'O.L.P. Ce serait une anomalie de sa part, mais je ne m'en étais pas aperçu. Cette même presse est, paraît-il, «pro-israélienne». Ceci veut dire, en bon français, qu'elle est pour l'existence de l'Etat d'Israël : ce n'est pas toujours le cas, mais lorsque cela l'est on ne saurait le lui reprocher (il est vrai que J.B., s'il ne souhaite pas «l'expulsion de la population juive», est gêné par l'existence de cet Etat).

Mais J.B. laisse rapidement de côté la presse dans son ensemble pour prendre particulièrement en point de mire le Quotidien de Paris où est ramassée «toute l'argumentation sioniste».

En fait, J.B., pratiquant l'amalgame sommaire, ne semble pas avoir très bien approfondi les diverses notions de sionisme politique, sionisme religieux, Israël, politique des dirigeants israéliens : De Gaulle et Ben Gourion, dont les différences d'appréciation émaillèrent parfois leur tumultueuse mais profonde amitié, ne sont malheureusement plus là pour l'éclairer.

L'une des moralités à tirer semble résider en le fait que l'auteur de l'article est, sur un point au moins, en accord avec la politique de M. Giscard d'Estaing. Pourquoi pas, après tout ...

A.H. (Paris 19ème)

NON AU «POLITICIDE»

J'ai lu avec effarement l'article de J.B. intitulé Sionisme dans votre numéro 313 du 3 avril et l'image de la NAR en ressort pour moi profondément altérée.

Avant même que d'être ressenti comme injuste, ce texte est bles-

sant par sa malveillance. Malveillance du titre, jeté sèchement comme une injure, persiflage du «Monsieur Begin» en toute lettre comme «Monsieur de Petit-Jean. Ah gros comme le bras !», malveillance sensible jusque dans le bâclage de l'écriture («opprobe» pour opprobre, «accords de mars 1980» sur le contenu, voire sur l'existence desquels on s'interroge perplexe, faute de référence).

Mais par delà ces méchantes égratignures il faut bien en venir au fond des choses. «Faut-il rappeler, écrit votre collaborateur, que l'objectif de l'organisation d'Arafat n'est pas la liquidation d'Israël au sens de l'expulsion de la population juive mais, comme le dit la charte de l'O.L.P., la construction d'un Etat laïque ou juifs, chrétiens et musulmans auraient les mêmes droits ?» Un tel projet a un nom, cela s'appelle «politicide», c'est à dire la destruction d'un Etat que s'est donné une nation. Que diriez-vous par exemple si un mouvement d'Outre-Rhin se donnait comme objectif la création d'un Etat d'Occident où tous les descendants des sujets de Charlemagne, Picards, Aixoïes et Lombards «auraient les mêmes droits» ?

Il existe en Israël une minorité qui n'est pas négligeable (et dont les positions ont un certain effet jusqu'au sein du gouvernement avec le ministre Ezer Weizmann) et qui combat vigoureusement l'interprétation restrictive des accords de Camp-David en réclamant non seulement l'autonomie des habitants des territoires occupés, mais l'autonomie des territoires eux-mêmes entre les mains de leurs habitants. Mais personne n'envisage en Israël de consentir à cette autodétermination, puisque c'en serait une, sans la reconnaissance réciproque du droit des Israéliens à leur propre Etat. Ceux que vous appelez bien légèrement un lobby sioniste (et, bien sûr, pour accréditer votre thèse vous ne relevez parmi les protestations soulevées par la démarche giscardienne que celles, unilatérales, du Quotidien de Paris) s'insurgent en France et ailleurs contre le fait d'exiger d'Israël l'autodétermination du peuple arabe palestinien sans poser simultanément la nécessité d'une reconnaissance d'Israël par ceux qui parlent au nom des Palestiniens. Car les garanties promises à Israël de l'extérieur ne remplacent pas la garantie des garanties qui réside dans cette reconnaissance réciproque.

En 1935, le comte de Paris, dans un article du Figaro, reconnaissait le droit des Juifs à un Etat en Palestine. Il est vrai que le mouvement national juif a son extrémisme comme le mouvement palestinien a le sien. Et il est vrai, malheureusement, que pour l'instant par l'effet de la crispation de la lutte les deux extrémismes triomphent respectivement dans le gouvernement d'Israël et dans le groupe dirigeant de l'O.L.P. Mais tous ceux pour qui la justice ne se

confond ni avec la mystique du Grand Israël ni, à l'opposé, avec la sécurité pétrolière payée par le prix du politicide ne se résignent pas à cet état de choses et combattent pour l'approfondissement rapide des accords de Camp-David en un règlement global associant à l'Egypte et Israël les autres Etats arabes et les représentants du peuple palestinien. Il est désolant de constater que dans cette affaire la N.A.R., cherchant à donner des gages «à gauche», rejoint paradoxalement et actualise l'antisémitisme de Maurras en faisant d'Israël le Juif des nations, «ce pelé, ce galeux, d'où (vient) tout le mal». J'enregistre d'ailleurs avec amertume que l'hostilité si vive que vous manifestez sur tous les points au président de la République est toute prête à composer lorsqu'il s'agit précisément d'Israël. J'appelle de mes vœux ardents autant que respectueux une mise au point du Prince sur ce problème. Celui qui a su défendre aux heures noires du IIIème Reich les Juifs contre leurs persécuteurs, et qui a montré d'autre part qu'il plaçait la morale au rang de la première des vertus politiques (lors de l'épisode algérien de 1942), comment pourrait-il admettre que la France monnaye l'existence d'Israël ?

R.A. (Montauban)

«ISRAEL ET PALESTINE»

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt votre publication chez des amis et nous serions très heureux de recevoir votre journal en échange avec le nôtre. «Israël et Palestine» est publié en anglais depuis neuf ans par un journaliste israélien non-sioniste, et se fait l'avocat du droit à l'existence dans des frontières sûres et reconnues de deux Etats, l'un israélien, l'autre palestinien sur le territoire de l'ancien mandat britannique de la Palestine.

M.G. (Paris 10ème)

POUR CE FOUTU OR NOIR

Votre dernier numéro m'a profondément déçu, et même choqué. Vous approuvez la déclaration de V.G.E. lors de son séjour dans les émirats arabes ! Vous reconnaissez donc, vous aussi, l'OLP en tant que représentant du peuple palestinien et devant participer aux négociations ! Vous trouvez normal que cette organisation terroriste, pour se faire entendre, prenne en otage une pouponnière dans un kiboutz ! Mais c'est vrai,

j'oubliais que nous avons besoin des pays arabes, de leur pétrole surtout. Alors, pour ce foutu or noir, qui saccage tant nos côtes bretonnes, nous vendons les nobles qualités de la France qui ont fait dire à Jefferson que tout homme a sa patrie, plus la France. Liberté, égalité, fraternité ne signifient rien. On pourrait les remplacer par intérêt, lâcheté et hypocrisie. La justice, ce symbole capétien, vous même vous l'abandonnez. Vous voulez que Plogoff ne change pas d'aspect, mais pensez aux villes du Sinaï que les Israéliens ont données à l'Egypte, ainsi que ce pétrole qui ternit l'image de marque de notre pays. Je vous ai déjà écrit à propos des souffrances qu'a ressenties la communauté juive de France depuis ses origines. Et voici que maintenant on s'attaque à ce qui nous reste de plus cher : Israël. Dans chaque prière que nous faisons (4 fois par jour) nous demandons le retour à Sion et à Jérusalem, sa ville sainte, et cela, depuis 2000 ans. Etes-vous déjà allés en Israël ? Avez-vous vu comment les trois communautés monothéistes vivent en paix à Jérusalem ? Vous êtes vous rendu compte du travail accompli par les Israéliens sur cette terre qui n'était autrefois que des marais et dont personne ne voulait ? En 1948, quand l'O.N.U. sépara la Palestine en deux zones, ce sont les arabes qui refusèrent ! Les premiers à attaquer, ce furent eux aussi, en 56, 67 et surtout 73 ! Que seraient devenus les Chrétiens du Liban si Israël ne les avait pas secourus, pendant que «les bonnes relations de Giscard» les massacraient ? Et le Vietnam ! C'est encore Israël qui recueillait ses bateaux bourrés de réfugiés ! Le monde, que faisait-il ? Non, je ne suis pas raciste et anti-arabe, mais anti-OLP, qui veut la destruction de l'Etat d'Israël actuel. Israël désire dialoguer avec les Palestiniens, mais pas avec l'OLP, qui ne les représente pas. Je vous le répète, je suis dégouté par cette politique basée sur l'intérêt et j'espère qu'il y a dans vos rangs, des personnes partageant mon avis.

B.B. - 14 ans (Paris)

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

le candidat chirac



un partisan parmi tant d'autres

A un an des élections présidentielles de 1981, Jacques Chirac a commencé en fanfare sa campagne électorale. Son programme politique exposé aux journées parlementaires du R.P.R. vient d'être complété par une plateforme économique et sociale publiée sous forme d'entretien dans *Le Monde* du 15 avril.

D'entrée de jeu, le ton est donné : « On ne peut en effet prétendre s'occuper des effets sans toucher aux causes et *il ne s'agit pas seulement d'organiser une réflexion sur la politique actuelle* ». Le futur candidat Giscard est prévenu ! J. Chirac considère en effet que la situation actuelle est caractérisée par une erreur d'appréciation économique et politique. Il dénonce le mythe de la « croissance douce » inspirée du Club de Rome : « il faut sortir le pays de ce système où l'on paie des gens à ne rien faire au lieu de leur fournir du travail ; et il ajoute que la solution aux problèmes de la sécurité sociale réside dans la réduction du chômage.

C'est pourquoi M. Chirac tente de jeter les bases, non pas de quelques mesures partielles de relance, mais de ce qu'il appelle une nouvelle croissance. Et pour qu'on ne s'y trompe pas, il précise au passage : « Tout cela, bien sûr, dans le cadre d'une planification définissant les objectifs globaux et les priorités essentielles à poursuivre, pas dans celui du laisser-faire à la mode. »

Pour parvenir à cette croissance, il propose les mesures suivantes :

— une importante aide destinée à dégager 10 à 15 milliards d'investissements supplémentaires. Cependant certaines des mesures techniques envisagées pour y parvenir (réévaluation des bilans, amortissements accélérés) ne sont

pas très convaincants.

— Une réduction du train de vie de l'Etat et de ses dépenses improductives par le biais de deux mesures : limitation de l'embauche des fonctionnaires à la moitié du nombre des départs à la retraite ; cette limitation serait rendue possible par une réduction des contraintes administratives, notamment à l'endroit des P.M.E. ; réduction des subventions budgétaires — ce qui se traduirait par une hausse des tarifs publics — assortie de mesures sociales de compensation pour les petits revenus (mais alors, pourquoi déclarer plus loin : « la redistribution en tant que moteur du progrès social a atteint ses limites » ?).

— Un impôt *exceptionnel* sur la fortune. Néanmoins, J. Chirac se montre très réticent vis à vis de la mise en place définitive d'un impôt sur le capital. Tant qu'à s'aliéner les milieux d'argent, autant aller jusqu'au bout.

Au delà de ces mesures partielles, on est heureusement surpris de voir le chef du RPR s'attaquer aux causes profondes — souvent dénoncées dans nos colonnes — des maux dont nous souffrons. Ainsi, à propos du système monétaire international, il faut : « mettre fin à la débauche des eurodollars ... Cela ne se fait pas *parce que l'on est actuellement inféodé aux grands intérêts financiers internationaux* ». Sur le capita-

lisme, J. Chirac déclare « le capitalisme sans frontière n'a jamais été en odeur de sainteté chez les gaullistes ». Hélas, aucune proposition concrète ne vient étayer ces pieuses déclarations. Sans doute effrayé par sa propre audace, notre homme croit bon d'ajouter : « Je ne réclame pas une taxation des importations, car *je suis favorable au libre-échange*. »

On mesure là toutes les limites du programme économique qui nous est proposé. En fait, J. Chirac est — sauf imprévu — déjà candidat. Par conviction probablement, mais aussi par tactique, il prend le contrepied de la politique mise en œuvre (avec le succès que l'on sait) par le « meilleur économiste de France », sous l'œil bienveillant de l'actuel Président.

Telle était déjà sa démarche lorsque, s'adressant le 28 mars aux militants gaullistes à St-Raphaël, il regrettait de ne pouvoir infléchir « une politique économique et sociale dont les effets sont suffisamment avérés pour qu'il soit nécessaire d'instruire son procès. »

Nous sommes, avec l'article du *Monde* en présence du volet économique du programme du RPR pour 1981. Tout comme, à St-Raphaël, nous étions en présence du volet politique. Face à « l'euro-péisme » d'un Giscard doutant de la France (moins de 1% de la population mondiale en l'an 2000), rappelons les déclarations de son concurrent : « Il faut pousser sans relâche les Français à surmonter leurs divisions pour retrouver les sources du véritable rassemblement sur lequel un Etat digne de ce nom, indépendant et libre *au dessus des féodalités*, pourra compter pour réaliser les grandes tâches nationales qui lui incombent. »

Et même cette phrase : « La

France est la plus vieille des Nations d'Europe, à l'histoire presque deux fois millénaire. Son unité a été forgée par l'effort d'une *race royale exceptionnelle* dont l'obstination paysanne a su dégager, tout en réalisant le pré-carré, notre pays de tout assujettissement à l'égard de l'étranger. »

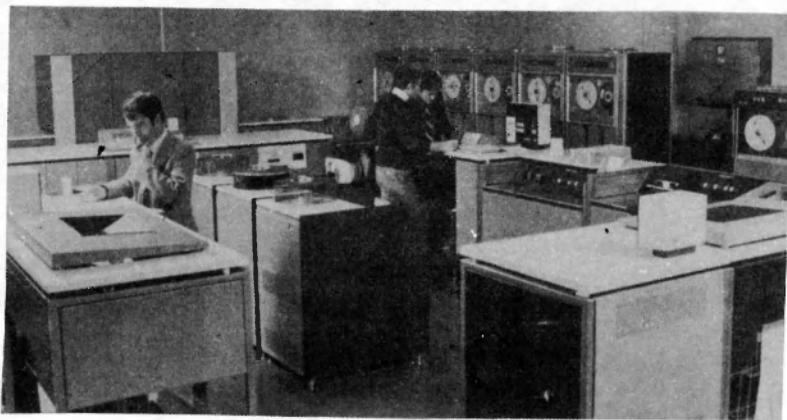
J. Chirac soigne son image de marque ; après s'être présenté comme un homme d'Etat au dessus des partis, il attaque son concurrent sur son propre terrain : celui de la « compétence » économique. Malheureusement, ses propositions ne prennent de relief que face à la médiocrité et à l'échec notoire de la politique menée aujourd'hui.

Et puis comment oublier que J. Chirac est lui-même le chef d'un parti au sein duquel le souci du bien public n'est pas plus évident qu'ailleurs ? Le temps de la « République immobilière » et de « l'Etat-U.D.R. » n'est pas si lointain. Le conservatisme de ses notables est patent ; il y a longtemps que l'électorat populaire, un moment attiré par ce que représentait le Général de Gaulle, est retourné à ses chapelles d'origine.

Certes, on a vu dans le passé des chefs de clan oublier leurs querelles en accédant au service de l'Etat. Mais comment cela serait-il possible aujourd'hui ? Alors que les « gaullistes » comme les giscardiens, considèrent le Président comme le chef de la majorité, dans le temps même où il accède à la Magistrature suprême.

Comment dans ces conditions, J. Chirac ou un autre chef de parti, pourrait-il être l'Arbitre au service de tous. Quelle que soit sa sincérité, il y a là une contradiction insurmontable.

A. SOLARI



les enragés de toulouse

Les attentats contre Philips et C.I.I.-Honeywell-Bull ont provoqué des commentaires significatifs. Le *Nouvel Observateur* a consacré à l'affaire une couverture en élargissant le problème aux pirates de l'informatique. A la «une» du Monde, Pierre Drouin signalait un article intitulé «un signal d'alarme». Ceux que l'on nomme les enragés de Toulouse ont incontestablement visé une cible qui ne peut laisser personne indifférent, puisqu'elle sera de plus en plus une des pièces maîtresses de la société industrielle.

S'agit-il vraiment d'une offensive concertée par des gens acquis à une stratégie de grand style contre le système ? Rien, jusqu'à présent ne permet de le penser. Toutefois le fait même que l'informatique ait été visée permet de prévoir que la contestation violente pourrait prendre à l'avenir des formes modernes dont l'impact n'est pas sous-estimé par les spécialistes. Aux Etats-Unis déjà, les éléments de pointe les plus éclairés de la contestation avaient, il y a bien des années, étudié les moyens propres à bloquer de l'intérieur la société informatique. En France, cela pourrait se ramener à un problème simple : y a-t-il un moyen de paralyser par exemple la mécanique de la Sécurité Sociale ?

Jusqu'alors il ne semble pas qu'il y avait eu début de réalisation. Difficulté de la tâche, manque d'imagination ou manque de sérieux ? Dans ces conditions, on ne s'étonne pas de l'attention spéciale portée aux attentats de Toulouse. Quelqu'un faisait remarquer à Fabien Gruhier du *Nouvel Observateur* : «Si un hurluberlu fait sauter volontairement un fichier essentiel, c'est le drame». Il semble en effet que la société informatique malgré ses potentialités totalitaires ne soit pas sans faiblesses. Sur le plan de la sécurité d'abord : jusqu'ici, peu de choses

la surveillance d'un ensemble complexe où le premier saboteur venu pourrait manœuvrer avec aisance moyennant un certain culot. La complexité du système est une sérieuse préoccupation pour les responsables. Au même Fabien Gruhier, un spécialiste confiait : «Dans les entreprises, le directeur de l'informatique le nez rivé sur ses machines, est généralement incapable de distinguer les activités vraiment vitales. Il sait juste ce qui est crucial pour lui épargner des engueulades. Ce n'est pas la même chose.» Enfin, plus la centralisation est grande, plus les effets du terrorisme pourraient être importants et la paralysie du système complète.

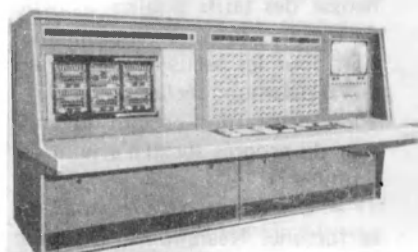
On discute sur l'identité des terroristes toulousains. S'agit-il des rescapés d'Action Directe en grande partie démantelée par la police ? S'agit-il d'anarchistes de la tendance humoristique qui aurait constituée ce mystérieux C.L.O. D.O. (comité liquidant ou détournant les ordinateurs), lequel a revendiqué les attentats. On peut quand même retenir ce passage du communiqué du C.L.O.D.O. : «Nous ne voulons pas nous enfermer dans un ghetto des programmes et des plates-formes organisationnelles. Lutter contre toutes les dominations est notre objectif». Pierre Drouin ne sous-estime

Brother, maître absolu du système informatique peut constituer un mythe puissant pour des organisations vouées à la lutte subversive, d'autant plus que le mythe renvoie à une réalité de plus en plus menaçante.

«La tentation est forte, pour un Etat, écrit Pierre Drouin, de contrôler le maximum de gros réseaux, pour une multinationale de faire fond sur un cerveau central, pour un établissement financier et ses filiales étrangères d'avoir à portée de la main l'instrument qui rassemble tous les fils, pour une banque de données d'être la championne de sa catégorie, etc.

Pour prix d'une efficacité, au reste contestable, car il y a des pertes en lignes dues à la taille, quelle tentation, pour les amateurs de subversion les bricoleurs de la désintégration sociale !»

Comme toujours, c'est la société industrielle, qui demeure la civilisation des machines dénoncée par Bernanos, qui suscite sa propre négation, le gigantisme, le flicage généralisé, la manipulation par l'Etat, l'administration, les tenants du savoir et du pouvoir modernes ne sont pas des fantômes surgis de quelques imaginations malades. Ils sont et seront de plus en plus notre pain quotidien. Dans un livre que *Royaliste* a analysé longuement, il y a quelques mois, J.H. Lorenzi et E. Le Boucher écrivaient : «Si l'homme surveille les machines, le système des machines surveille l'homme. C'est là le danger de l'informatisation



du travail : pouvoir surveiller les individus de façon systématique, continue et à distance. Fini le temps des «petits chefs» dans le dos, ou des irruptions des contre-maîtres. Le flicage est dorénavant électronique.» (1) Etonnons-nous que la contestation soit alors anti-électronique ! Tant que la société industrielle n'aura pas résolu la question de son propre totalitarisme, il faudra s'attendre à des réactions semblables à celle des enragés de Toulouse.

Michel DOHIS

(1) Voir *Royaliste* numéros 301 et 302 (en vente 4 F chaque) et le livre de J.H. Lorenzi et E. Le Boucher *Mémoires volées* - Ed. Ramsay. Prix franco 50 F

le colon

Il y a vingt ans cette année que les ex-colonies françaises d'Afrique accédaient à l'indépendance.

Nous avons voulu simplement marquer l'événement en posant à G. Tailleur qui a exercé Outre-Mer d'importantes fonctions, quelques questions sur ce que fut le «colonialisme» français.

● Royaliste : Ainsi vous avez eu le douteux honneur d'être le premier représentant de la République française à devoir amener le drapeau sur une terre considérée comme française depuis trois siècles. Qu'avez-vous alors ressenti ?

G. Tailleur : Pour le royaliste



Cela avait un petit air de compagne : Mahé, Karikal, Yanaon, Pondichery, Chandernagor. Confetti de l'empire français triomphant, d'une France ne doutant ni de sa force ni de son prestige et dont le drapeau flottait sur cinq continents. Vint ce que pour la commodité de la chose on appellera après bien d'autres, le grand vent de l'histoire. C'est ainsi que le 2 mai 1950, ce drapeau tricolore était amené sur un territoire où la France exerçait sa souveraineté depuis trois siècles; Chandernagor devenait ou plus exactement redevient, indienne. Mais avait-elle été jamais française ? Le premier acte officiel de la décolonisation de l'empire français venait d'être accompli.

Georges Tailleur qui fut le dernier représentant français à Chandernagor vient d'avoir l'excellente idée de relater ces événements

par le monde. La lutte contre Big

par le monde. La lutte contre Big

alism Français en question

que je suis, la chose aurait pu être pénible. En fait je venais de subir pendant des mois de telles épreuves que j'ai éprouvé un formidable sentiment de libération. Mission accomplie avec des résultats, certes décevants puisque nos accords aboutissaient tout simplement à

chandernagor ou le lit de dupleix

dans un petit livre d'une grande qualité. On aurait pu s'attendre à un fastidieux exposé des faits plus ou moins importants et voilà qu'on se laisse captiver à la lecture de cette tragi-comédie. Cela tient sans aucun doute à la personnalité de l'auteur : flegme, décontraction, ouverture d'esprit, un fonctionnaire très anti-conformiste, mais cela tient aussi à l'incontestable qualité du style. Et si la comparaison nous est permise le G. Tailleur témoin de la décolonisation ubuesque de Chandernagor est le frère jumeau de J. Perret inoubliable témoin du prisonnier de guerre dans Le caporal épinglé.

Ici, l'histoire fondamentale-ment triste par la bêtise des gens n'est qu'une suite de petites anecdotes colorées -Ah le portrait de Mme Coste-Floret !- d'un comique ambigu pouvant à tout moment déboucher sur la tragédie car

une disparition sur tous les plans du fait français dans cette région. Ceci ne résultait ni de mon action ni même de la volonté de mes interlocuteurs indiens, mais comme à l'habitude de l'extravagance des directives reçues -quand directives il y avait- des autorités de la métropole.

● Royaliste : Absence de directives, donc absence de politique coloniale cohérente semble-t-il ? Quel jugement portez-vous sur cette question ?

G. Tailleur : Une politique a-t-elle été définie ? Oui, quelquefois, par exemple avec J. Ferry qui, et il n'est pas inutile de le rappeler, justifiait les expéditions coloniales par des considérations tout simplement racistes «*Les races supérieures ont un droit vis à vis des races inférieures*». Il y eut Jaurès, tiraillé entre l'idée jacobine de l'assimilation et son idéal socialiste qui lui faisait refuser l'idée de nations esclaves, il y eut encore Lyautey qui avec des mots qui paraissent quelquefois réactionnaires de nos jours, a le mieux défini ce que devait être le colonialisme, sa finalité qui ne pouvait déboucher

que sur l'indépendance des peuples colonisés. L'indépendance, pour moi et nombre de mes collègues, était le terme ultime, inéluctable et très naturel de l'aventure coloniale.

Le drame de la décolonisation fut qu'il se déroula en partie sous la IVème République, un régime politique bien mal armé pour résoudre un tel problème. L'incurie de la classe politique fut totale. Qu'attendre de gens qui savaient si peu durer aux affaires et qui, à de rares exceptions près, avaient pour seule ambition de profiter le plus largement possible, à titre personnel, de la situation. Quel gachis alors que tout était permis pour régler honorablement le problème. En 1948-1949, nous avions encore à l'époque toutes les cartes maîtresses dans notre jeu. Toujours en retard d'une idée, à court d'imagination, nous n'avons depuis, cessé de subir l'évènement. En 1965 G. Chaffard relatait les tractations plus ou moins connues qui ont préparé le dégagement de la France de la quasi totalité de son empire. Une conclusion s'en dégage : même dans les cas les plus réussis, les hésitations et les lenteurs administratives toujours suivies de brusques accélérations ont souvent failli tout compromettre quand elles n'ont pas abouti tout simplement à des échecs. Comme l'a également écrit H. Grimal dans son livre «*La décolonisation*» : «*à peu d'exceptions près l'immobilisme fut la règle. La conséquence pratique en fut que nos départs successifs ont souvent manqué d'élégance en dépit des brevets officiels d'autosatisfaction que nos gouvernements avaient l'habitude de se décerner*».

Il n'y avait de pire politique que de prendre des masques nous engageant dans une véritable dia-

lectique d'abandon tout en maintenant une façade dure.

● Royaliste : En définitive, quel jugement d'ensemble portez-vous sur l'aventure coloniale française ?

G. Tailleur : Le sordide et le sublime sont trop intimement mêlés. Le sordide, je vous renvoie à Gide décrivant cela dans *Retour du Tchad* ou *Voyage au Congo*. Le Congo où de grandes compagnies concessionnaires détenaient à certaines époques 95% de la colonie et qui se livraient à un pillage éhonté des ressources du pays. Et faut-il rappeler que le père de Giscard avait sa place dans les conseils d'administration de certaines de ces sociétés ? Mais tous les coloniaux n'étaient pas cette sombre ganache fouet à la main qui est devenue l'archétype du personnage dans certains milieux et certaine presse. Car, outre-mer, j'ai aussi rencontré le sublime à qui l'Afrique doit beaucoup. Certes les bons sentiments ne font pas -c'est connu- la bonne littérature, ni sans doute la bonne politique, mais ce sont ces milliers d'actes d'amour pour un pays, faits au ras de terre, qui font que la France jouit encore d'un grand prestige auprès de nos anciennes colonies. Mais attention, on est en train de tout gâcher pour une raison que le vieux Maurras, un des rares observateurs lucides que j'ai connu sur ces problèmes rappelait lorsqu'il écrivait «*Nos actions déterminées par des affaires financières demeurent donc naturellement exposées à finir comme de mauvaises affaires*». Une politique africaine française ne naîtra jamais d'une société libérale naturellement dominée par l'argent. Une telle politique ne peut être que capétienne, c'est à dire libre dans ses choix, indépendante des pressions et assurée dans sa durée.

propos recueillis par
Michel Fontaurelle

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :

Année de naissance : Profession :

Adresse :
.....
.....

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

«... En toile de fond se dresse toujours le spectre de Kali la noire, avec son collier de serpents et de crânes, déesse de la création et de la destruction, déesse sanglante, souriante et cruelle à la fois.»

Cette chronique d'une courte époque, ces anecdotes, ces miettes de l'histoire pour raconter la triste fin de la colonisation d'un territoire minuscule et dont les habitants -suprême dérision- voulaient eux aussi se hisser au niveau de l'épopée, va en définitive bien au delà du fait divers historique, car dans ce livre se dessine en filigramme tout le drame de la décolonisation manquée de ce que fut l'empire français.

M.F.

Chandernagor ou le lit de Dupleix
Georges Tailleur
Ed. C.A.F. Prix franco 48 F

«de taal is gansch het volk»

(la langue est tout le peuple)

La crise endémique que subit la Belgique atteint aujourd'hui une telle acuité que l'existence même du pays est mise en cause. A deux reprises déjà (1) *Royaliste* a abordé cette importante question, mais aujourd'hui c'est à Philippe Rossillon, ancien rapporteur au Haut Comité de la Langue Française et membre du bureau de l'association France-Bruxelles-Wallonie, que nous avons été demander les éléments d'une réponse.

● **Royaliste** : Poser la question de l'avenir de la Belgique, c'est inévitablement s'interroger sur l'importance et la gravité de l'opposition entre Flamands et Wallons. Pouvez-vous rappeler à nos lecteurs les origines de ce conflit ?

Ph. Rossillon : Il remonte évidemment à l'époque de l'indépendance belge; il n'est pas dans mes intentions de faire un cours d'histoire, mais il me paraît impossible d'aborder cette question sans parler de cet «accident historique» que fut la création de l'Etat belge en 1830. Depuis le congrès de Vienne de 1815, des territoires qui avaient été départements français sous la Révolution et l'Empire étaient rattachés au royaume des Pays-Bas. Cette situation ne dura guère : en 1830, l'Europe est secouée par une vague d'agitation causée à la fois par les mouvements libéraux et par les revendications des nationalités. La Belgique n'échappe pas à la règle et l'insurrection éclate à Bruxelles. Elle est le fait à la fois des Wallons et de la bourgeoisie flamande francophone pénétrée des idées de la Révolution française. Les velléités de rattachement à la France existent, mais sont vite contrées par l'action diplomatique de Londres, pour qui Anvers est toujours ce «pistolet braqué au cœur de l'Angleterre». On va donc chercher un roi pour le nouvel Etat érigé en Etat tampon. Quant au peuple flamand, il est assez indifférent au nouvel état de choses. S'il l'ac-

cepte, c'est que en grande majorité catholique- il supportait mal son intégration à un Etat protestant. On doit d'ailleurs remarquer qu'actuellement, une grande partie des Flamands les plus extrémistes ne se reconnaissent absolument pas dans le mouvement indépendantiste de 1830, qu'ils considèrent comme ayant été accompli de l'extérieur, et comme étranger à leur histoire.

● **Royaliste** : Le mouvement «flammingant» semble trouver actuellement sa consécration dans la prépondérance économique de la Flandre. S'agit-il d'un juste retour des choses ?

Ph. Rossillon : Vous pensez à la domination passée des francophones sur l'Etat belge; je ne pense pas que l'on doive mêler justice et politique. Il est vrai que la Belgique a longtemps été un pays officiellement unilingue : le français était la langue des classes dirigean-

tes et le flamand n'était guère plus considéré qu'un patois. Deux choses vont favoriser sa renaissance : d'abord l'effort des intellectuels flamands qui, en rapprochant leur langue du néerlandais, vont lui donner rang de langue littéraire; enfin la forte tradition catholique de la Flandre qui a fait que, très tôt, l'enseignement assuré par le clergé l'était dans la langue du peuple. Et par le passé, c'est souvent le clergé flamand qui était en tête du mouvement flamingant, face à une Wallonie en relative déchristianisation.

Quant à la prépondérance économique de la Flandre, elle marque effectivement un renversement de situation en faveur d'une région qui a longtemps été à prédominance agricole et qui se trouve maintenant, sur le plan industriel, à la pointe de l'économie belge. La Wallonie, elle, souffre d'avoir accompli plus tôt sa révolution industrielle et garde des structures souvent archaïques. Mais sans négliger l'importance de ces facteurs, je ne pense pas qu'ils aient une très grande place dans les causes du contentieux existant actuellement entre Flamands et Wallons. Personnellement, je suis

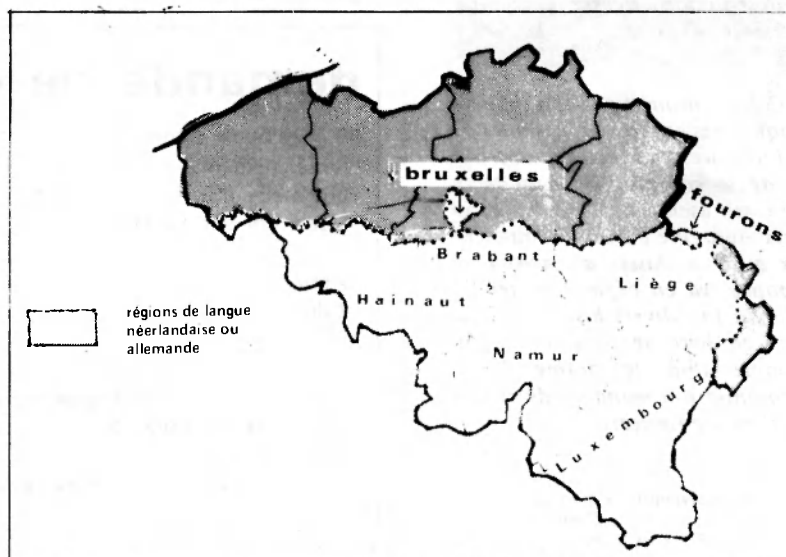


le roi : dernier garant de l'unité ?

d'ailleurs fermement convaincu de la primauté du culturel sur l'économique ...

● **Royaliste** : sans remettre en cause cette primauté, quelles sont, à votre avis, les raisons du retard économique accusé par la Wallonie ?

Ph. Rossillon : Les choses ne sont pas si simples : on ne doit pas oublier que c'est la Belgique dans sa totalité qui est touchée par la crise, et que le chômage y est parmi les plus importants de la Communauté européenne. Néanmoins ce retard existe, pour les raisons que j'ai indiquées plus haut. Il est accentué par le fait que les investisseurs étrangers, qu'ils soient allemands ou américains, ont une préférence avouée pour la Flandre. Proximité du port d'Anvers ou attirance pour une mentalité germanique proche de la leur ? Un autre facteur intervient peut-être qui tient aux traditions politiques différentes des deux ré-





gions : il est en effet convenu d'opposer une Wallonie socialisante où les revendications des travailleurs aboutissent souvent à des conflits très durs, à une Flandre plus «modérée» où règne la paix sociale. On pourrait discuter ce schéma un peu simple, mais nul doute qu'il n'ait son importance. Le contexte économique fournit d'ailleurs une autre raison de friction entre les deux communautés, chacune reprochant à l'autre de profiter plus qu'elle ne devrait du budget de l'Etat; ainsi la Wallonie serait sacrifiée au développement économique de la Flandre, tandis que celle-ci à l'impression de financer la survie économique de l'autre !

● **Royaliste : La conception d'un Etat unitaire de Belgique semble donc condamnée. Qu'en est-il de la régionalisation et de la mise en place d'un système fédéral ?**

Ph. Rossillon : En de nombreux domaines, le fédéralisme est d'ores et déjà entré dans les faits.

Certains ministères (Education, Santé, etc.) sont distincts pour la Wallonie et la Flandre, et le pas décisif a été franchi il y a dix ans par la fixation de la frontière linguistique. Cette «territorialisation» de la langue, qui n'a d'ailleurs pas été sans poser des problèmes graves : en particulier le déplacement de l'université francophone de Louvain apparaît comme le premier pas de la Belgique vers un système fédéral. Paradoxalement, elle a aussi créé les obstacles actuels à la poursuite du mouvement : les Fourons en sont un exemple, territoire francophone enclavé dans la province de Liège mais rattaché arbitrairement à la province flamande de Limbourg. La presse française y a fait écho (une fois n'est pas coutume !) à propos d'incidents récents et on a pu se rendre compte, à cette occasion, de la gravité acquise par la question linguistique en Belgique. Mais le problème le plus important reste évidemment celui de Bruxelles : la capitale, située du côté flamand de la frontière linguistique, compte en effet 80% de francophones. Faut-il en faire une troisième région, bilingue, à égalité de statuts avec la Flandre et la Wallonie ? Les Flamands s'y refusent, ne voulant pas d'une nouvelle entité, francophone de fait, qui viendrait remettre en cause le fragile équilibre institutionnel entre les deux régions déjà existantes. Même le statu quo n'est pas acceptable par les mouvements flamands qui craignent, malgré toutes les précautions juridiques prises, que le bilinguisme n'existe bientôt plus que sur le papier : dans les faubourgs de Bruxelles, on constate en effet que le français aurait tendance à s'étendre aux dépens des quartiers néerlandophones...

Toutes les composantes de la vie politique belge sont pourtant d'accord pour avancer dans la voie du fédéralisme, qui semble le seul moyen de sortir d'une situation à maints égards intenable. Et ce qui va de soi pour le Rassemblement Wallon ou pour la Volksunie semble maintenant être admis par les autres partis «nationaux» qui n'existent d'ailleurs plus que par leurs composantes respectives françaises et néerlandaises. Ce sont les modalités de ce passage à un Etat fédéral qui restent à déterminer. Passage qui, il faut le préciser, aurait peu d'incidences économiques puisque l'intégration est réalisée à ce niveau. Il n'y a qu'un seul capitalisme belge, et l'importance des investissements étrangers y est considérable.

● **Royaliste : La bi-partition de la Belgique, quelle que soit la forme institutionnelle qu'elle prendra, risque néanmoins d'aller assez loin. Dans ces conditions, quel pourrait être le rôle de la Monarchie belge ? Le sentiment monarchiste existe-t-il suffisamment pour que le roi puisse apparaître comme le dernier garant de l'unité du pays ?**

Ph. Rossillon : Franchement, je ne le crois pas. Il faut se rappeler que, après la guerre, l'institution monarchique avait été mise en cause, surtout en Wallonie.

Et les personnalités bruxelloises et wallones qu'il m'est donné de rencontrer, ne voient pas, du moins à court terme, quelle pourrait être l'intervention du roi et quel impact cette intervention pourrait avoir pour ce qui concerne l'unité de la Belgique.

Luxembourg) en position de minorité dont l'importance décroîtrait de jour en jour. Le danger pourrait exister : le personnel des instances communes du Bénélux est dans son immense majorité de langue néerlandaise. De plus, les échanges culturels, universitaires et scientifiques entre la Flandre et les Pays-Bas sont beaucoup plus nombreux que ceux existant entre la Wallonie et la France. Mais ceci, est plus la question des relations entre Français de France et nos compatriotes d'outre-Quévrain -relations sur lesquelles je reviendrais- que le fait du Bénélux proprement dit. Je crois d'ailleurs que le Bénélux est un cadre dépassé.

Quant à l'Europe, je ne crois pas pour l'instant à son intervention; en outre elle me semble actuellement en perte de vitesse.



«ne pas rester indifférents aux revendications wallonnes»

Au cas où l'autonomie de chacune des deux régions serait assez poussée, on peut pourtant imaginer que la présence du roi symbolise un certain lien entre elles, tant il est vrai que un siècle-et-demi de vie commune a quand même créé des intérêts identiques, ne serait-ce qu'en matière d'infrastructure ferroviaire...

En fait le sentiment monarchiste dépend de l'existence d'un sentiment national belge, qui actuellement ne paraît pas très important.

● **Royaliste : Dépassons un peu les frontières de la Belgique. L'apparition de deux pouvoirs distincts dans ce pays ne risque-t-elle pas de favoriser une intégration plus poussée des régions au sein du Bénélux avec les implications que cela comporte (éloignement de la Wallonie par rapport à la France et création d'une «grande Néerlande») ? D'autre part, nous exprimons déjà (1) les craintes que nous avons de voir, en cas de disparition de la Belgique, l'assemblée parlementaire européenne étendre ses pouvoirs en comblant le vide institutionnel ainsi créé.**

Ph. Rossillon : Il est certain que le Bénélux uni, où le poids économique de la Flandre s'ajouterait à celui déjà considérable des Pays-Bas, placerait les francophones (de même que les germanophones de Belgique et du

● **Royaliste : Vous avez fait allusion aux relations entre Français et Wallons; au niveau des Etats, quel peut être le rôle de la France ?**

Ph. Rossillon : Pour l'instant, évidemment aucun. Il s'agirait alors d'une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. Cela ne veut pas dire que nous devons rester indifférents au sort des francophones de Belgique. Nous partageons avec eux une même origine, une langue et une culture communes, ce qui en fait donc des compatriotes à part entière, dont seul le passeport est différent du nôtre. L'action doit donc se situer au niveau des relations entre nos deux communautés séparées par l'Histoire, d'autant que la Wallonie a toujours regardé du côté de la France. La réciproque n'est pas vraie, et les Français ont tendance à oublier quelque peu ces compatriotes dont les grand-parents ont été citoyens français, et à ignorer les problèmes qui leur sont actuellement posés. Peut-être s'agit-il d'une carence de l'information. Une carence que votre journal peut contribuer à combler.

propos recueillis par

René Adriers et Christine Viviani

(1) **Royaliste** 291 - la Belgique coupée en deux. Avril 1979.

Royaliste 306 - Vers la disparition de la Belgique ?- Décembre 1979.



e ... comme esclave

Le conflit des nettoyeurs du métro parisien n'est-il pas révélateur à plus d'un titre ? Il aura contribué à ouvrir les yeux des citoyens-usagers sur le sort des travailleurs immigrés, ces soutiens du capitalisme industriel, ceux que nos voisins d'outre-Rhin appellent pudiquement : Gastarbeiter, «travailleurs-hôtes».

Que ferions-nous si le tiers-monde n'existait pas ? Jean Benoît, dans son livre (1) démonte le mécanisme profond de la société industrielle : des esclaves si bon marché, si malléables : quelle aubaine ! Le patronat d'ailleurs ne cache pas ses motivations : «*L'immigration est encore plus fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation et de mieux équilibrer les charges de la Nation*» (2). Pensée pieuse que celle qui s'offre l'alibi du bien public pour camoufler l'énorme masse du profit. Un «volant de main d'œuvre» et rien de plus qui permet en outre de freiner à certaines périodes l'inflation salariale. Une immense force de travail, sous payée, relativement imperméable aux slogans revendicatifs et qui ne rechigne guère -faute de choix-devant les tâches insalubres. On croit rêver ! A la colonisation dans les pays d'origine on a substitué l'esclavage à domicile avec la plupart du temps la bénédiction des gouvernements-expéditeurs.

On connaît l'argument habituel qui consiste à comparer le sort des travailleurs immigrés et celui de leurs compatriotes restés au pays et confrontés au chômage endémique. La faute à qui ? Ne faudrait-il pas en rechercher les causes profondes au cœur même de la pratique coloniale ?

Depuis la crise pétrolière, le gouvernement français a révisé sa politique en matière d'immigration. Lionel Stoléro dont les bons sentiments ne sont pas en cause, a été à l'origine du projet d'aide au retour en pratiquant dans le même temps une politique de refou-

lement. Curieux va-et-vient entre les mesures d'aide et les expulsions brutales ! Mais plus symptomatique de cette politique «d'assainissement» fut l'essai avorté (puisque annulé par le Conseil Constitutionnel) entrepris par Christian Bonnet qui lui confiait les moyens de soumettre à la détention administrative et à l'expulsion des étrangers en infraction, avec tout ce que ce mot comporte de non-dit. De plus, dans le même plan, Stoléro exprimait le désir de regrouper l'immigration en deux catégories dont la seconde (résident ordinaire) pourrait se voir retirer sa carte de travail pour des motifs aussi divers que «*ressources insuffisantes ou irrégulières, ordre sanitaire, retour tardif des congés payés hors de France ou motifs tirés de l'ordre public*». Si l'on ajoute à cela la façon curieuse dont le Fonds d'Action Sociale financé par les cotisations des immigrés redistribue ses crédits à des entreprises de logements ou d'action éducative, on se rend compte du décalage sans cesse grandissant entre les discours officiels et la pratique quotidienne.

Tahar ben Jelloun, dans la préface à ce livre rigoureux et honnête, écrit : «*Si ces lois particulièrement sévères sont adoptées, elle feront partie de la civilisation française. Mais une civilisation qui porte atteinte de manière légale aux droits de l'homme, est-ce encore une civilisation ?*». Voilà l'enjeu tracé.

François MOULIN

(1) Jean Benoît -E... comme esclave Ed. Alain Moreau. Prix franco 73 F.
(2) L'usine nouvelle 26 mars 1970.

l'horizon dérobé

Bien délicate mission que de rendre compte des deux tomes de l'horizon dérobé avant même la parution du troisième et après des critiques, généralement bienveillantes mais souvent embarrassées ou oublieuses de l'essentiel.

Le prétexte de ces gros volumes : trois jeunes gens, natifs du Béarn de la fin de l'adolescence aux choix définitifs de la vie adulte, en passant par le grand tourbillon de mai 1968. Qui a-t-il au delà du déroulement de ces existences singulières et cependant étroitement liées ? Un tissu complexe d'amitiés, de confidences, de doutes où se mêlent sublime et laideur, générosité et intérêt, constitue le fond de ce roman hors du commun.

Extrêmement difficile de décider du genre auquel appartient cette série. On comprend l'embaras des critiques ... Critiquer signifie pourtant discerner, essayons d'y voir plus clair.

Nicolas, Catherine et Thierry aux destins admirablement décrits, finement analysés dans le jeu clair-obscur des ressorts qui les animent, sont fixés chacun à partir d'une dominante, sorte de *Leitmotiv* qui comme dans le drame wagnérien les précède et accompagne tout au long du récit de leur existence. Sentiment dominant de chaque personnage mais aussi angle de vue original, clef d'interprétation.

Nicolas, c'est le *désir*; un désir qui met du temps à se dévoiler comme la brume matinale fine et opaque qui laisse pressentir ce qu'elle cache... jusqu'à l'appari-

tion de la robe de chambre de Djilalli entretenue par Catherine. Non pas une homosexualité de militant, mais celle de la tendresse des sentiments, celle de l'amour mais d'un amour peut-être condamné à l'éphémère et aux séparations. Catherine tente, elle, par le mariage cette quête de *l'amour*. Mariage équivoque qui évolue inexorablement vers l'échec. Thierry, c'est l'obsession du *pouvoir*; que ce soit des barricades de mai 68 ou des colonnes de la presse bien pensante de gauche où il déploie tout son talent. Personnage souvent détestable mais que l'on se surprend à aimer après une belle confession.

La trame du roman est constituée par un personnage extrêmement riche en couleurs. Charlotte Saint-Aygulf dont la présence est attestée dès le début par une photo de journal, anime le salon parisien le plus en pointe. Jean-Louis Curtis nous donne avec cette peinture des mondanités parisiennes, non sans ironie souvent, une preuve supplémentaire de son grand talent d'observateur et de narrateur qui n'est pas sans rappeler son goût pour le pastiche. Nous attendons le troisième et dernier volume de ce très beau triptyque qui est bien plus qu'un roman et qui, dans l'esprit, se rattache peut-être à Proust comme modèle.

Marc HEDELIN

Jean-Louis Curtis -L'Horizon dérobé- Ed Flammarion. Prix franco 65 F.

ROYALISTE

CAHIERS TRIMESTRIELS N°8

·10F

ABONNEMENT ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
s'abonne à R.C.T. (un an, 4 numéro : 35 F; soutien : 50 F)
règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

le miracle de claudel

Aujourd'hui, lire Claudel, mieux encore, aller le voir jouer, c'est faire la révolution. Hénaurme ! Ce gros bonhomme d'ambassadeur, administrateur de Gône et Rhône, bourgeois riche et satisfait, un jour insulté par Bernanos : «l'âme de Turelure, plus décoré que Goering», ce bonhomme là, subversif ? Eh oui, le plus subversif des subversifs, celui qui fait trembler la terre, ouvre les cieux et l'enfer, déchire l'humanité d'un spasme infini de passion, réveille les morts, fait parler les anges et rallume toutes les étoiles. Un révolutionnaire de style clavélien. Un mystique, diraient les imbéciles pour s'en moquer. Aligned-vous donc, messieurs qui hier encore, en appelaient au grand chambardement, ne craignant pas les mots d'ordre «tout et tout de suite», que la vie en serait changée, tout le baratin et traînez aujourd'hui votre abject ennui au milieu d'adolescents vieux, narcissiques et désespérés. Le père Claudel, l'affreux Turelure, lui tient le coup, ridiculisant nos nihilismes, tout prêt, si j'osais le blasphème, à transformer le lugubre cortège funéraire de Sartre en fête populaire où l'on chanterait beaucoup plus que l'espoir.

Mais pour cela, il faut la joie, celle justement que Saint-John Perse s'émerveillait de découvrir au bout de la plus déchirante interrogation humaine chez l'auteur du *soulier de satin*. Est-il possible aujourd'hui de la comprendre ? Bernanos écrivait un jour à son ami Jacques Valéry Radot, cette phrase qui vaut plus qu'un livre : «la joie vient d'une part trop profonde de l'âme, pour que ses racines ne plongent pas dans la tristesse, qui est le fonds de l'homme depuis qu'il a perdu le paradis». Justement, il faut pour aller jusqu'à ce fonds les grands coups de sonde du sourcier à faire jaillir les eaux vives. Traverser la tristesse, en avoir mille peines, connaître un déchirement qui vaut mille enfers. Que Claudel après avoir souffert, fait souffrir ses lecteurs et spectateurs ! Comme Bernanos pour nous mettre à l'écho de la joie de Chantal de Clergerie. Quelque critique ricanant parlera de masochisme, il faudra le plaindre beaucoup d'autant plus que la joie notre homme la méconnaît, la secrète et terrible joie. Mais il est vrai aussi que chez quelques êtres d'exception elle est don pur, accordé comme une grâce immédiate. Ainsi la Dona Musique du Soulier de Satin, en contraste saisissant avec son interlocutrice Dona Prouhèze toute à son impossible amour. «Ah ! Ce ne sera pas long à comprendre que je suis la joie, et que c'est la joie seule et non point l'acceptation de la tristesse qui apporte la paix.» Oui, mais Dona Musique est

pour son amant : «Rare et commune pour lui comme la rose qu'on respire tous les jours tant que dure l'été et une fois seulement». Le symbolisme continu de la rose chez Claudel : d'autant plus éternelle qu'elle est parfaite dans l'instant, d'une fragilité à faire frémir. Aux côtés du couple Rodrigue-Prouhèze, celui de Musique et de son prince : la passion violente qui se grise sans doute de l'absence, s'enivre de l'obstacle auprès de la paix et de la douceur. Dona Prouhèze : «Il n'y a rien pourquoi

l'homme soit moins fait que le bonheur et dont il se lasse aussi vite.» Sans doute parce que le bonheur est trop simple et les hommes un peu compliqués. Ou plutôt un peu indignes pour l'accueillir.

LE SOULIER DE SATIN

Comme dans ses autres pièces, c'est sa propre histoire et sa propre passion que Claudel a projetées dans *Le soulier de Satin*, soigneusement camouflées dans sa biographie officielle d'ambassadeur de France et d'écrivain catholique officiellement consacré et reconnu par la hiérarchie. Pourtant comme il se moque de la comédie de l'ordre et de l'étiquette, M. l'ambassadeur lorsqu'il est poète ou se laisse aller au burlesque. C'est qu'il y a autre chose derrière l'ordre, qui est un ordre plus secret. L'amour hors mariage est impossible pour ce catholique. La femme qu'il aime, hors de prise pousse sa passion au point où elle pourrait se dire comme Dona Prouhèze «une épée au travers de son cœur». Rodrigue l'essentiel personnage du *Soulier* c'est Claudel tout entier à sa proie attaché, ne renonçant jamais, son amante vivante, à la posséder, au point d'oser dire ce que la bienséance interdisait à Racine et au théâtre classique : «En jouir et en être débarrassé ! Je n'en serais pas débarrassé autrement !

Ensuite la rejeter. Elle se traînera à mes pieds et moi je la foulerai sous mes bottes.»



rodrigue et dona prouhèze

Le destin a décidé qu'ils ne s'uniraient jamais. Alors le ton claudélien change, on atteint le burlesque et plus encore. L'absurde. Le monde est cassé. La société une sinistre comédie. Après la mort de Prouhèze, Rodrigue vieillard traîne sa jambe de bois dans la dérision. Son ambition politique il s'en moque. Le roi d'Espagne est plus bouffon que son bouffon, sa cour plus mortuaire et plus mécanique encore que celle figée par l'histoire. Au milieu de cela le désespoir infini qui parfois tente de s'oublier dans la prose du monde, ou le surréalisme pas assez menteur pour faire taire l'âme blessée. Cette *délivrance aux âmes captives* que frère Léon réclame au ciel comme dernier mot de la pièce, c'est le seul bien qui puisse survenir à Rodrigue, qui comme Claudel ne sera jamais guéri de la vie.

Paul Claudel définissait ainsi le fond de sa pièce «D'une part le désir passionné du bonheur

individuel où la philosophie la plus austère reconnaît non seulement le ressort essentiel mais l'aspiration légitime de toute énergie consciente ou inconsciente de la créature. D'autre part, l'injonction d'un impératif cartésien dont ce désir a à s'accommoder. Quand ces deux faces, je n'hésite pas à le dire, toutes deux créées, se trouvent en opposition, il y a une question à résoudre, une solution à pratiquer, il y a un drame. Sans opposition pas de composition» Comme telle, cette présentation peut susciter de violents débats. Masochisme catholique, diront certains. Qu'est-ce que cette horrible impératif extérieur, cet impossible devoir kantien surgi d'un imaginaire Sinai ? Il s'agit probablement là de cette philosophie du sacrifice qui a endolori l'âme humaine depuis l'intrusion du message chrétien. C'est oublier qu'hors l'amour, ce message est incompréhensible. Le péché catholique a sans doute consisté parfois à réduire les choses à des conflits d'abstractions : l'amour contre le devoir. Mais Claudel nous met encore sur la voie : «Les héros du Soulier ne sont pas des avocats, ce sont des croyants. Ils ne se trouvent pas placés devant une proposition dialectique, devant un thème à discuter, mais comment dire ? Devant un rugissement ! Devant une interdiction formulée une fois pour toutes comme par une seule émission de la voix, imprimée d'un seul coup sur le granit. Non mœchaberis.» Tu ne commettras pas l'adultère ! Nous n'en sortirons pas si nous imaginons ce commandement hors de la bouche d'un plus grand amour. Rodrigue et Prouhèze s'aimeront, séparés pour l'éternité. Ce sera mystification idéaliste pour ceux qui n'imagineront pas l'amour plus grand que lui-même. Que le déchirement soit insupportable qui le niera ? Mais qui désirerait qu'il n'existât pas, évacuerait non seulement le dolorisme, mais le tragique sous lequel il n'y aurait ni homme, ni amour. Ce qui explique qu'au delà de la douleur folle et du cri qu'il ne cesse de faire rugir, Claudel communie à une joie immense qui fait chanter une création dans les spasmes de l'enfantement.

LE POÈTE DE LA CREATION

Quel poète alors ! Démesuré si l'on veut, mais à la mesure de la création qui vibre, éclate de toutes parts. Les faces de son génie. Une scène de lyrisme saisissant. Prouhèze et son ange gardien : «Écoutez avec quelle horrible facilité elle parle de déposer cette âme qui ne lui appartient pas et qu'il a coûté tant de peine à faire et à racheter.» Un peu plus avant une scène d'une sensualité presque provocante où l'on retrouve l'odeur africaine et ses danseuses nues. Puis nous sombrons dans le burlesque intégral. Parfois même le pur gag scénique. Qu'est-ce qu'il s'amuse ! C'est pour nous reprendre bientôt et nous faire plus mal encore. Un théâtre aux dimensions du monde et de l'outre-monde. C'est dire combien on admire Jean-Louis Barrault et ses comédiens de se lancer dans pareille entreprise sans jamais nous décevoir, défier la démesure en trouvant la juste mesure. Et quels Rodrigue et Prouhèze. Je ne m'étonne pas que les salles du théâtre d'Orsay aient été pleines d'un public très jeune. La vraie vie était là !

Gérard LECLERC



Ainsi les paroles prononcées au Nouvel Observateur devant Benny Lévy étaient bien les ultima verba de Sartre. L'homme nouveau dont je rêvais est pour l'éternité. Et j'aimerais en rester là. Pris d'une sorte d'immense pudeur face à cette vie dans le siècle, le chagrin de ses proches et le concert qui nous assourdit. J'avais pourtant demandé à Pierre Boutang de nous donner des pages qui nous eussent été précieuses, pour marquer au moins l'histoire des idées. N'était-ce pas ajouter tout de même au concert ? Il a finalement préféré prolonger le silence, et je ne saurais lui en tenir rigueur.

Puisque tout de même, il faut dire quelques mots et puisqu'il me semble avoir exprimé l'essentiel il y a deux quinzaines (1): Jean-Paul Sartre a vécu parmi nous, enfant blessé avec quelque chose de poignant dans le regard que ne cessera de marquer en nous le coin du souvenir. Ce qui fut saccagé dès le départ, devait semble-t-il fermer définitivement une âme au chant du monde. A fortiori ce qui ressemble à la joie claudélienne par delà tous les abîmes... Et pourtant, il y eut toujours dans des chemins de la liberté parfois voués aux pires périls, quelque chose, une exigence suprême en avant de tous les choix, peu exprimable en son langage de pur projet : l'homme. Sans ce que je considère comme un minuscule lumignon dans les ténèbres impénétrables de l'ensoi, le sentiment de la contingence -je suis en trop- eut pu vouer à ce qu'une littérature de pacotille appelait l'absurde existentialiste. Il y a toujours eu malgré quelques théories insupportables, qui diffusées dans des cerveaux plus fragiles auraient fait des dégâts sans nombre, une générosité de Sartre, celle que Simone de Beauvoir dans ses mémoires nous a rendu fami-

lière. C'est elle qui a fini par triompher me semble-t-il du délire sartrien. Encore une fois par les bien curieux chemins de la liberté. Grâce au gauchisme. Il a fallu que les maoïstes spontanéistes de la gauche prolétarienne songent à utiliser quelques grands noms de l'intelligence française pour que Sartre soit mêlé au destin d'une nouvelle génération qui lui ferait accomplir, lui le grand aîné admiré, sa radicale évolution. Le grand dialogue avec Benny Lévy résumait cette évolution avec tous ses débouchés possibles. Certains ont parlé de reniement. Et si c'était la part la meilleure de lui-même que Sartre avait finalement choisie, cette exigence qui s'appelle l'homme ? On a beaucoup cité ces temps-ci sa phrase fameuse : «Tout un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et qui vaut n'importe qui». Contre tous les élitismes malsains de tels mots plaideront longtemps pour la fraternité, au-delà de ce qui chez lui la rendait problématique.

Vingt ans après, est-il possible d'écrire, que Sartre meurt, avec Camus pleinement réconcilié ? Leur débat qui décida de leur brouille aurait-il encore un objet ? Le dernier Sartre que nous avons connu est celui qui n'hésitait pas à monter sur les mêmes tribunes que Raymond Aron et Ionesco, qui lançait son appel pour sauver Vietnamiens et Cambodgiens du péril de la mer. L'idéologue s'effaçait devant l'exigence dans sa pureté totale.

Si c'était cela que nos foules remuées par le concert de ces jours avaient pu retenir, sans doute Sartre pourrait-il commencer à se sentir justifié.

G.L.

(1) Voir Royaliste numéro 313.



«prends toujours le bon côté de la vie»

la vie de brian

Mais comment peut-on être drôle et intelligent ? Absurde sans être bête ? En s'appelant Monty Python sans doute ...

Ponce Pilate zozotait, le Christ n'avait pas de son pour s'adresser aux foules et «heureux les affligés» devenait pour les derniers rangs «heureux les rats musqués», les rois-mages s'étant trompés d'étable se sont fait traiter d'ivrognes par une mégère, la Judée comptait diverses organisations révolutionnaires qui militaient contre l'impérialisme américain (pardon, romain ...) en se traitant de dévotionnistes à travers les gradins du cirque, les graffiti fleurissaient déjà sur les murs et des centurions pointilleux donnaient des leçons de latin aux «activistes» osant confondre les déclinaisons, faisant corriger «Romane eunt domus» en un beaucoup plus pur «Romani ite domum», la punition consistant à recopier 100 fois sur les murs la bonne formule du «US go home» revue façon antique.

A l'instar de «Sacrée Graal», «la vie de Brian», le nouveau film des Monty Python est un torrent de gags, une cascade de rires, une formidable averse d'humour, parfaitement servi par une réalisation soignée et une scénographie sans faute.

Le film est une transposition de la vie du Christ, l'histoire d'un jeune homme né en même temps que Jésus, et dont la destinée serait la même, la dimension divine en moins et les quiproquos en plus.

L'ANTI-AUDIARD

Puisque nous sommes dans le biblique, on peut parler de miracle, celui-ci consistant à réussir ce

film à partir d'un sujet aussi dangereux, sans tomber un seul instant dans un athéisme de bon ton ou dans un anticléricalisme ringard style 3ème République. Le réalisateur, Terry Jones, raconte d'ailleurs qu'une parodie réelle de la vie de Jésus leur avait été impossible à réussir parce qu'ils «n'avaient pas d'arguments contre lui ... C'est un bien gentil gars, en somme.»

Gentil, c'est d'ailleurs bien un terme qui convient aux Monty Python, ces 6 individus aux alentours de la quarantaine qui rient et font rire de tout, sans avoir recours à la méchanceté, réussissant ainsi ce que ce pauvre Audiard estime impossible. Effectivement, entre «Le Guignolo» et «La vie de Brian», il y a l'abîme incommensurable qui existe entre la méchanceté et la gentillesse, entre la bêtise sidérale et l'intelligence tranquille.

Mais en plus du rire, direz-vous, y a-t-il autre chose ? Et bien oui. Une apologie de l'athéisme ? Certes pas ! Et les seuls coups de griffe du film sont réservés non à Jésus Christ, non à Dieu, mais à la bêtise, à la foule qui au «Pensez par vous-même» ne sait que répondre «parle nous encore, maître»... Et, après la rage contenue par «Allez vous faire foutre» gueulé par le messie malgré lui, qui dans le plus simple appareil exprime à ses milliers de fidèles ce qu'il pense de leur soumission, il reste toute la philosophie qui conduit les suppliciés à chanter en chœur sur leur croix : «Prends toujours le bon côté de la vie».

André ROY

14 et 15 juin: rassemblement de coucy-le-chateau

Comme nous vous l'annoncions il y a quinze jours, un grand rassemblement royaliste aura lieu les 14 et 15 juin prochains. Il aura lieu sur le site prestigieux du château de Coudy dans l'Aisne. Coudy-le-Château est situé à 17 km au nord de Soissons et sa situation géographique en rend l'accès particulièrement aisé pour nos amis du Nord, de Normandie, de Champagne et de la région parisienne. La Fédération de Paris organisera un départ en car.

Il sera possible de coucher sur place le samedi soir soit sur le lieu de rassemblement, soit à l'hôtel (entre 33 F -pour un lit- et 45 F -pour deux lits- la chambre), soit en camping.

Tous les renseignements et le programme détaillé du rassemblement vous seront donnés dans les prochains numéros du journal, mais dès aujourd'hui réservez ces dates : 14 et 15 juin vous ne le regretterez pas !

Y.A.

parutions récentes:

- Des royalistes aujourd'hui : qui sont-ils ? Plaquette 40 p. Prix franco 6 F.
 - Maurice Clavel et nous. Brochure 60 p. Prix franco 6 F.
 - Pierre Boutang, royaliste et philosophe. Broch. ronéotée 20 p. Prix franco 2 F.
 - Le contrat social de Jean-Jacques Rousseau par Léon de Montesquiou - réédition avec une préface de B. Renouvin. Broch. 32 p. Prix franco 6 F.
 - Quelques idées neuves pour la Monarchie - numéro 8 des Cahiers - Broch. 52 p. Prix franco 10 F.
- Commandes au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

LIVRE DE PRESSE

Nous tenons un «livre de presse» qui contient tous les articles de journaux où il est question de la N.A.R., du comte de Paris, des activités royalistes, etc. Pour que ce livre de presse soit le plus com-

plet possible nous avons besoin de la collaboration de nos lecteurs. Envoyez nous tous les articles en question que vous pouvez trouver en n'oubliant pas de nous indiquer le titre du journal où l'article est paru et sa date de parution.

FETE DE JEANNE D'ARC A POMEROLS

Notre ami Abel Pomarède organise, comme tous les ans, une fête de Jeanne d'Arc, le dimanche 18 mai à Pomerols. Cette rencontre aura un éclat tout particulier cette année puisqu'Abel fêtera aussi ce jour là son 74ème anniversaire et le jubilé de son engagement royaliste. Programme : 11 h. messe à Pomerols (Hérault) (carte Michelin numéro 83, pli 16), à 12 h. apéritif fraternel au Café des sports de Pomerols, à 13 h. banquet «Chez Léonce» à Florensac. Abel nous annonce la participation de Pierre Boutang et de Gustave Thibon. Participation aux frais 65 F. Inscription en écrivant à Abel Pomarède - 34810 Pomerols.

GRENOBLE

Notre nouvelle section grenobloise, après la réussite de sa première réunion publique le 15 mars dernier avec Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc, organise ses activités. Une réunion régulière de section est tenue et un certain nombre de projets sont en cours de réalisation. Tous nos lecteurs de la région, soucieux d'aider à la propagande royaliste, sont invités à prendre contact. Dans l'attente de l'ouverture d'une boîte postale, écrire au journal qui transmettra.

CONSEIL REPRÉSENTATIF NATIONAL

Le C.R.N. se réunira à Paris les 7 et 8 juin prochains. Les adhérents du mouvement disposent donc d'un peu plus d'un mois pour faire part à leurs délégués de leurs critiques et de leurs suggestions. Rappelons que le C.R.N. est un organisme élu par les adhérents. Les lecteurs de Royaliste, désireux de participer activement à nos activités, sont incités à «adhérer» au mouvement. Les formulaires d'inscription leur seront envoyés sur simple demande.

NICE

Dîner-débat avec Gérard Leclerc le vendredi 9 mai à 20 h 15, sur le thème «Des royalistes aujourd'hui : pourquoi ?» Le dîner aura lieu à l'Hôtel Brice, 44 rue du Maréchal Joffre à Nice. Prix du repas (sans la boisson) : 60 F -étudiants et chômeurs 55 F. Inscription en écrivant à NAR - BP 659 - 06012 Nice Cedex.

PARIS

Mercredis de la NAR. Tous les mercredis à 20 h., dans les locaux du journal, conférence débat. Nos lecteurs et sympathisants sont cordialement invités à venir y participer. Les conférences sont suivies pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid. (participation aux frais : 10 F).

LYS ROUGE

Le numéro 7 du Lys Rouge vient de paraître.

Au sommaire :

- étude des systèmes coopératifs agricoles aux Pays-Bas, en Suisse et en Israël.

- le nucléaire à tout prix ? Contribution à la réflexion sur le nucléaire par la section de Saint-Etienne.

- Ernst Jünger et le travailleur. Contribution au débat sur la société industrielle.

- transcription des débats du forum sur Maurice Clavel aux journées royalistes 1980.

Abonnement au Lys Rouge : 30 F (un an 4 numéros), chaque numéro 8 F franco. Tout versement à l'ordre de Royaliste.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



l'équilibriste

Confronté à la faillite de sa politique économique et sociale, atteint dans son prestige par des scandales qui le touchent directement ou de très près, le Président de la République a tenté, ces dernières semaines, de redorer son image de marque par la constance et la fermeté de son attitude diplomatique. Après une trop longue période de flottement et de contradictions, son ministre des Affaires étrangères a présenté, devant l'Assemblée nationale, une ligne de conduite satisfaisante, face aux trois événements majeurs qui secouent aujourd'hui le monde :

— **L'Afghanistan** : M. François-Poncet a justement dénoncé une intervention militaire qui porte atteinte à l'indépendance d'un peuple, et récusé les arguments avancés par Moscou. Mais, tout en réclamant le retrait des troupes soviétiques, il a indiqué que la France refusait de participer à « l'escalade de la confrontation » et entendait poursuivre le dialogue avec l'Union soviétique. La visite de M. Gromyko à Paris et la liberté de décision accordée au Comité olympique national s'inscrivent dans cette politique marquée par le refus de la guerre froide.

— **Le Proche-Orient** : expliquant les déclarations du Président de la République sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination, le ministre des Affaires étrangères a voulu les situer « dans la continuité d'une ligne affirmée depuis plus de dix ans ». Puis il a rappelé les fondements d'une politique qui, dans son souci de justice et de paix, ne devrait heurter ni les sympathies pro-israéliennes, ni les sympathies pro-palestiniennes : d'abord le principe de la négociation politique, face à la guerre et au terrorisme; ensuite la reconnaissance du droit « à la sécurité et au respect » d'Israël, et du droit des Palestiniens à posséder une patrie; enfin la nécessité d'un règlement global.

— **L'Iran** : tout en rappelant que la France condamnait la violation de la règle de l'immunité diplomatique,

M. François-Poncet a indiqué que notre pays n'était pas le « protégé » des Etats-Unis, et qu'il ne saurait s'aligner automatiquement sur la stratégie décidée à Washington. Heureuse réaction, face à une politique américaine brouillonne, mais constante dans sa conception tyrannique des relations entre les Etats-Unis et l'Europe. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, à quelque folie qu'il veuille nous entraîner, M. Jimmy Carter entend être obéi au doigt et à l'œil. Conception inacceptable d'une alliance qui n'a plus grande signification pour la France, puisqu'elle a les moyens de mener une politique indépendante et d'assurer librement sa défense.

En définissant ainsi l'attitude de la diplomatie française, M. François-Poncet reconnaissait implicitement que la France ne peut avoir qu'une politique : celle de la France capétienne, qui inspira le projet diplomatique du général de Gaulle. Ce projet était celui de l'indépendance nationale face aux deux impérialismes qui se disputent le monde, celui de la coopération avec les pays du Tiers-Monde et de la défense de leur liberté, celui de l'amitié avec les pays qui sont liés à la France par la culture ou par l'histoire. Dans son discours à l'Assemblée, le ministre des Affaires étrangères semblait indiquer que, après tant d'années d'incertitudes, ce projet était enfin compris et repris. Bel hommage qu'un gouvernement issu de la droite atlantiste rendait à la politique traditionnelle de la France.

LA VOIX DE L'AMERIQUE

Tous les espoirs étaient donc permis. Ils ont été de courte durée : cinq jours après avoir prononcé de si gaulliennes paroles, M. François-Poncet signait le communiqué des ministres des Affaires étrangères des « Neuf » annonçant des sanctions contre l'Iran. Geste qui contredit évidemment les déclarations faites devant les députés français.

La volonté de nos principaux voisins européens - l'Allemagne et l'Angleterre en particulier - de s'aligner sur les Etats-Unis était depuis longtemps connue. La France, qui a joué, dit-on, un rôle de modérateur, n'en a pas moins accepté de se soumettre au diktat de Carter. Sans doute se félicitera-t-on, ici et là, que l'Europe ait, pour une fois, parlé d'une seule voix. Mais en quoi cela lui permettrait-il d'affirmer son identité puisque cette voix est celle de l'Amérique ?

Dans ses Conseils comme dans son Assemblée, l'Europe apparaît comme une association de pays vassalisés qui n'envisagent pas un instant de reconquérir leur liberté. Ce n'est pas une surprise : c'est une confirmation. Mais il est scandaleux que la France, qui a longtemps donné l'exemple de l'indépendance et qui en utilise encore le langage, ait choisi la voie de l'alignement. Cela d'autant plus que les sanctions décidées contre l'Iran sont inutiles et empêcheront la France de jouer le rôle qui aurait pu être le sien dans la libération des otages :

— les sanctions, pour l'instant surtout vexatoires, ne feront pas plier l'Iran mais renforceront au contraire sa détermination et son hostilité à un « Occident » manifestement placé sous la coupe des Etats-Unis.

— elles sont dangereuses parce qu'elles vont pousser l'Iran à rechercher des alliances dans l'autre camp. Il est d'ailleurs significatif que ce pays ait signé un important accord économique avec l'URSS le jour même où les sanctions étaient décidées par les « Neuf ».

— enfin la France, qui jouissait d'un grand prestige en Iran, sera désormais considérée comme un vassal parmi d'autres des Etats-Unis. Ce qui l'empêchera de tenter une médiation entre Américains et Iraniens dans l'affaire des otages.

Utilisant un langage gaullien tout en acceptant de se joindre aux manifestations de solidarité atlantique, le gouvernement français pratique un dangereux équilibrisme. Il ne sauvera pas la vie d'un seul otage, il n'avancera pas d'une seconde le retour au respect des règles diplomatiques. Mais il ruine le prestige de la France, contredit sa vocation et compromet, à terme, sa liberté d'action.

Bertrand RENOUVIN